

Le congrès du S.N.E.S. (Syndicat national de l'Enseignement secondaire) — affilié à la F.E.N. (Fédération de l'Éducation nationale) — confirme la « montée » de la tendance B, alias Unité et Action, qui correspond à la tendance « excégétiste » de la F.E.N. Si, en effet, le rapport d'activité fut adopté, c'est à une infime majorité (200 voix sur 35.000 votants) et la tendance A (autonome-réformiste) ne peut espérer, à partir de cette réticente approbation, redresser la situation en sa faveur. Il est donc très probable que les élections qui auront lieu en mai prochain donneront la majorité aux B. Comment s'explique ce renversement de rapport des forces qui fera date dans l'histoire du syndicalisme enseignant ?

Tout d'abord, il n'y a pas de différence fondamentale d'orientation entre les tendances A et B. Toutes les deux sont réformistes, et si les préambules des différentes motions proposées condamnent le régime et dénoncent la réforme Fouchet comme la réforme du patronat et du néo-capitalisme, les revendications qui suivent ne sont que des aménagements à l'intérieur des structures mises en place par le gouvernement. En conséquence, le programme de la tendance B ne peut effrayer des syndiqués pour qui la lutte des classes n'est qu'une idéologie confuse, très souvent niée d'ailleurs, jamais vécut.

D'autre part, la ligne directrice de la tendance B est le fait de la direction : la base n'en discute pas, la connaît mal. C'est ainsi que, depuis deux ans, avec l'assentiment complaisant des A, il n'y a plus, au sein du S.N.E.S., de véritables débats d'orientation. Il est vrai que la critique du rapport d'activité, le premier jour du Congrès est une sorte de discussion sur l'orientation ; mais le débat est intro-

duit « par la petite porte », comme honnêtement : il faut persuader la base, mal informée et mal formée, qu'il s'agit là d'une polémique stérile, retardant les vraies discussions fructueuses, c'est-à-dire les débats techniques où les B sont passés maîtres. Ils ont l'art de découper les questions à étudier en menus morceaux, ce qui oblige à une discussion parcellisée dans laquelle se dilue et disparaît l'idée générale, la ligne directrice. Ainsi, chaque militant est mobilisé sur un point précis, étroit, et peut devenir, assez aisément, un bon spécialiste, un technocrate syndical ; par contre, il accède difficilement, du fait de l'émiettement, de la minutie et de la complexité des questions, à une vue globale des problèmes, d'autant qu'on le persuade que c'est là le travail de la direction et que, d'autre part, l'efficacité d'un syndicat se mesure au sérieux de ses études techniques.

Le syndiqué de base n'est donc plus effarouché ; bien plus, il est devenu favorable à la tendance B. Et d'autant plus que les A se sont usés au pouvoir : la détérioration des conditions de travail, le mépris dans lequel le gouvernement tient les organismes consultatifs où siègent les délégués syndicaux, l'inefficacité relative de la lutte syndicale leur sont imputés. De plus, les militants A, habitués à être suivis par des syndiqués dociles que leur politique lénifiante rassurait, se sont endormis dans une quiétude béate. Les B utilisent à leur profit le mécontentement général : voter B, c'est affirmer qu'on en a assez, que l'on veut que cela change. Les militants B sentent qu'ils ont le vent en poupe, d'autant que le pays vient de voter « à gauche » et que, dans le syndicat, ils sont aussi, de la même manière, « la gauche ».

Cette évolution politique du S.N.E.S. n'est pas sans danger pour la démocratie interne qui, jusqu'alors, était à peu près respectée. La direction de la tendance B est en grande partie composée de membres du P.C. (ainsi, dans la section académique parisienne, qui regroupe un sixième des enseignants, et où les B viennent de conquérir la majorité absolue des sièges de la Commission administrative, tous les membres de la direction sont au P.C.). Déjà, ils ont commencé à imposer leurs techniques bureaucratiques chaque fois qu'ils ont eu la majorité. En particulier le but, plus ou moins avoué, est de supprimer les tendances, que l'on charge de tous les méfaits, et surtout la tendance très minoritaire E, c'est-à-dire « Ecole Emancipée » qui se revendique du syndicalisme révolutionnaire. C'est en effet la seule tendance qui mette en cause les structures économique-politiques actuelles et qui pose les problèmes de fond, plus ou moins correctement d'ailleurs : dénonciation des accords C.G.T.-C.F.D.T. comme accords au sommet qui risquent d'aligner la C.G.T. sur les positions intégrationnistes de la C.F.D.T. ; démocratie syndicale réelle par le respect du droit de tendance ; affirmation des principes de la lutte des classes ; solidarité prolétarienne ; nécessité des luttes d'ensemble. En ce sens, la tendance E est très gênante, et elle deviendrait même un obstacle des plus sérieux si elle savait se faire entendre, c'est-à-dire si elle abandonnait son sectarisme et si elle élaborait un programme valable et convaincant, transitoire entre ses revendications maximum et la situation actuelle.

Mais, si le danger de bureaucratisme est réel il n'est pas inéluctable, comme le prouve un des débats les plus intéressants de ce congrès : Lorsque fut mise

aux voix une motion condamnant les méthodes pratiquées par l'Humanité, dont un récent article suggérait qu'un militant trotskyste — d'ailleurs nommé désigné — était un provocateur en liaison avec les forces de police, nombre de syndiqués B, malgré les consignes de vote, malgré les prises de position très nettes des leaders B contre cette motion, ont voté pour. Bien plus, beaucoup de B, comme le montrèrent les « discussions de couloir » très animées qui suivirent, votèrent à contre-cœur avec les dirigeants, en partie par discipline, en partie parce que la direction B avait présenté la résolution comme une manœuvre purement électoraliste (affirmation qui n'est d'ailleurs pas sans fondement) en faveur des A qui voulaient apparaître comme les meilleurs défenseurs — à bon marché — de la démocratie.

Cet incident, suivi avec une attention tendue et une certaine émotion, prouve que la mise en condition du S.N.E.S. par l'appareil du P.C. n'est pas une conséquence inévitable de la « montée » des B. Il prouve que cette tendance n'est pas aussi monolithique qu'on pouvait le craindre, et que si l'École Emancipée arrive à faire réellement entendre des positions épurées de sectarisme, un clivage intéressant peut se produire, aussi bien dans la tendance B que dans la tendance A — celle-ci menacée d'ailleurs d'éclatement entre ceux que la défaite rend plus lucides et plus conscients et ceux qui pleurent la perte du pouvoir, définitive pensent-ils, et sont prêts en conséquence à accepter d'être une force d'appoint dans la cogestion proposée par les B.

JEAMIC.

RHODIACETA : L'histoire d'une grève trahie

Samedi 25 février, à midi, les gars d'une équipe des 4x8 en ont assez ; ils décident d'arrêter le travail et attendent l'équipe qui doit les relever pour l'entraîner dans le mouvement de protestation. Une à une, toutes les équipes se lancent dans le mouvement. Pour rendre la grève plus efficace, les ouvriers des 4x8 (feu continu) décident de mettre en place des piquets de grève et de s'installer dans l'usine, tout au moins dans les bâtiments socio-culturels qui leur sont de toute façon

destinés. C'est ainsi que les ouvriers de Rhodiacta de Besançon décident d'occuper leur usine pour déclencher un mouvement revendicatif dur (en fait, ils n'occupent jamais les ateliers, mais cela revenait au même).

Ceux qui ont déclenché l'action, ce sont les ouvriers de l'équipe la plus active, la plus militante de la boîte. Les délégués syndicaux ont été bien surpris mais ils ont dû suivre.

LE PATRONAT « ORGANISE » LE CHOMAGE

Bien sûr le mouvement n'est pas un accident, cela faisait trois mois que la crise se préparait à l'usine.

Le patronat, pour faire face à une concurrence accrue due à la levée des barrières douanières au sein du Marché commun, décide d'abaisser ses coûts de production, pour pouvoir abaisser son prix de vente. Pour cela, il n'a qu'une solution : accroître la productivité en maintenant les salaires. Pour augmenter le rendement des ouvriers, la direction met au point, à l'aide de machines électroniques, une planification très rigide du temps de travail des ouvriers. Toutes les opérations à faire sont minutées.

Le travailleur est plus que jamais soumis au rythme de la machine. Seulement, pour arriver à ce que ce nouveau système fonctionne parfaitement, cela demande du temps (montage des machines électroniques sur les appareils de production, réorganisation du personnel) ;

DES ESCARMOUCHES DE 2 HEURES A LA GRÈVE

De leur côté, les ouvriers répondirent à ces « mesures d'austérité » en organisant des débrayages de 2 heures tous les dimanches. Il y eut ainsi 25 débrayages depuis novembre. Pourtant, ce mode d'action prôné par les directions syndicales s'avéra de peu d'intérêt. La production n'étant pas diminuée par ces débrayages trop courts et trop espacés, la direction put continuer d'organiser le chômage à une échelle toujours plus grande. Les travailleurs eux-mêmes comprenaient l'inutilité d'une telle action et, vers la fin, ne participaient plus aux débrayages.

Devant cette situation, les syndicats parlèrent d'une extension du conflit. La C.F.D.T. lança l'idée d'une grève, et même d'une occupation d'usine, en expliquant aux travailleurs que c'était à eux de décider de leurs conditions de travail, puisque c'était grâce à eux que l'usine fonctionnait. De son côté, la C.G.T. prit des positions plus modérées (fait comique : quinze jours avant le déclenchement de la grève, un délégué C.G.T. déclara dans une réunion que l'occupation d'usine est un acte barbare, qui n'a rien à voir avec la dignité du travailleur).

Une grève était prévue pour le lundi 27 si la direction refusait d'accorder des garanties quant au chômage. Les ouvriers, eux, ont décidé d'aller plus vite. Les directions syndicales n'eurent plus qu'à prendre le train en marche pour tenter de le bien contrôler.

Dès le samedi soir, la grève s'organise, les piquets de grève sont mis en place, par roulement ; un comité de grève se constitue qui ne comprend hélas que des délégués syndicaux (bien qu'il ait été déclaré ouvert à tous, mais c'est son mode de constitution même qui a empêché

en attendant la direction a recours à des procédés plus simples, tout aussi efficaces, mais vraiment impopulaires : une partie des travailleurs est mise au chômage pendant qu'une autre partie voit son travail doubler, de même une partie du travail qui incombait au personnel de Rhodia est confiée à des usines satellites où les travailleurs sont moins bien payés, et où les coûts de production sont plus faibles. Enfin, le chômage est organisé : il existe dans l'usine une caisse de chômage remplie moitié par les ouvriers, moitié par la direction ; mais pour en bénéficier, il faut avoir été touché sur plus de 25 % de son temps de travail, c'est-à-dire avoir son salaire réduit de plus de 25 %. Pour ne rien avoir à payer, il suffisait à la direction d'installer un chômage cyclique, tel qu'aucun travailleur ne soit touché, pendant une quinzaine, au delà des limites prévues, ce qu'elle fit.

les militants de base d'y participer : constitué d'abord au sommet, les ouvriers ne se sentaient pas concernés, il leur semblait que le seul travail de ce comité était « administratif », purement organisationnel, et comme pour ce genre de travail il y a des délégués syndicaux... Les syndicats décident que les ouvriers n'occuperont que ce qui leur appartient légalement : les bâtiments socio-culturels (restaurant, bibliothèque, etc.).

Le lundi 27, l'usine est complètement contrôlée par les piquets de grève. Les ouvriers des 2x8 suivent le mouvement dans leur majorité. Les ouvriers à la journée et les mensuels (employés de bureau, chefs de service, cadres, ingénieurs), ne se sentent pas tellement concernés par le mouvement (ils n'ont pas encore été touchés par le chômage et par l'accélération des cadences, et on n'a pas inclus leurs revendications dans les mots d'ordre de la grève), mais ils sont contraints de suivre ; leur manque d'intérêt et d'enthousiasme se transformera petit à petit en hostilité contre les grévistes et deviendra un obstacle important pour la continuation de la grève. Il est vrai qu'il n'était pas facile d'entraîner les cadres, les chefs, mais il aurait fallu faire participer beaucoup plus activement les employés, ouvriers à la journée (en créant des comités de grève à la base, par exemple).

Dans l'usine, les métiers sont arrêtés : il faudra huit jours pour les remettre en marche ; les entrepôts sont bloqués : pas un gramme de nylon ou de tergal ne sortira de l'usine avant la levée des piquets.

Or, l'usine de Besançon est la seule du trust à fournir du tergal (la direction est en train d'en installer une autre à Valence, où les conditions d'embauche sont plus

intéressantes pour elle, ce qui lui permettrait de diviser pour régner). Très vite, la routine de la grève s'installe : on passe son temps, entre deux piquets, au restaurant, à jouer à la belote, au tarot... Le soir, un centre culturel populaire se charge de passer des films de « qualité » : *le Sel de la terre*, des films sur le Vietnam, la grève des mineurs, etc. ; des professeurs viennent organiser un club lecture... En somme, on a organisé les loisirs, pas la lutte. De ce fait, peu d'ouvriers se sentent vraiment « responsables » et, dès la deuxième semaine, la fréquentation des piquets faiblira. Les syndicats seront obligés alors d'intervenir pour réclamer plus d'assiduité !

Tous les jours, à 14 h et à 20 h, ont lieu des meetings où les délégués renseignent les grévistes sur l'extension du conflit à l'échelon du trust, sur l'état des négociations, et prennent position sur la nature de la grève. On voit ainsi défiler les fédéraux et même les nationaux. C'est dans ces meetings que l'on va voir évoluer le sens de la grève, sa nature, son but, au fur et à mesure que les directions syndicales reprendront le mouvement en main.

REVENDEICATIONS ET AMPLEUR DES LUTTES

Au début, les ouvriers eux-mêmes avaient défini leurs revendications : « Non au chômage bidon », pour l'amélioration des conditions de travail, halte aux cadences effrénées ; les délégués syndicaux ont été obligés de suivre ces mots d'ordre et ont déclaré que la grève n'était pas une affaire de « gros sous » (les salaires à Rhodia sont les plus élevés de la région, il ne s'agit donc pas d'une augmentation) mais qu'il était plutôt question du respect des travailleurs, de leur dignité, de leur situation d'homme (ils ne voulaient plus être utilisés « comme des machines »).

Par la suite, quand les négociations vont être entamées avec la direction générale, les délégués syndicaux engagés dans la discussion s'apercevront vite que les revendications formulées par les ouvriers eux-mêmes supposent, pour être obtenues, l'extension du mouvement à tout le trust Rhône-Poulenc, et probablement à d'autres secteurs de l'économie, donc le lancement d'un mouvement considérable que les directions syndicales ne sont pas certaines de pouvoir contrôler.

Un comité de défense de l'emploi est créé le soir du premier jour : il comprend les organisations syndicales et est ouvert aux partis politiques, aux groupes religieux et à toutes les personnalités qui veulent soutenir les grévistes. Au départ, ce comité avait l'intention de traiter du problème de l'emploi à l'échelle de la ville, et d'envisager ainsi d'étendre le mouvement en étudiant comment les problèmes des ouvriers des autres boîtes étaient liés à ceux des travailleurs de Rhodia et en trouvant les mots d'ordre adéquats. Pourtant, dès le mardi suivant, et sous la pression du P.C. et de sa clique (U.E.C., U.F.F.) ce comité se transformera en « comité de soutien à la lutte des travailleurs de R. ».

Le comité se mettait aux ordres des délégués de Rhodia et devait se charger d'organiser la solidarité

(Suite page 4)